



**Club Horizon**

11 Mars 2022

*Autour de **Renaud GIRARD**  
Grand Reporter International - LE FIGARO  
Professeur de stratégie Internationale  
INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS*

### ***La guerre en Ukraine va t-elle durer ?***

Au même titre que les attentats du 11 septembre 2001, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022, sur ordre du président russe Vladimir Poutine, restera dans l'histoire. Habitué aux « querelles de familles » entre les deux pays de même culture slave, nous ne pouvions imaginer un tel passage à l'acte. Quel ne fut pas notre effroi en découvrant en direct sur les écrans de télévision le début de cette campagne militaire dont nul ne peut dire quand elle cessera.

➤ **Cette guerre était-elle prévisible ?**

Des experts en géopolitique aux diplomates les plus avisés, tout le monde s'accordait pour dire que dans l'hypothèse d'une intervention militaire russe, le chef du Kremlin allait forcément réfléchir et tirer un bilan rationnel en sopesant avantages et inconvénients. Les dirigeants de la planète avaient en tête cette formule lâchée par Poutine : « *Celui qui ne pleure pas la mort de l'URSS est un homme qui n'a pas de cœur, celui qui veut rétablir l'URSS n'a pas de raison* ». Force est de constater que tout le monde s'est

trompé. En quelques jours, il a perdu toute cette respectabilité qui avait presque fait oublier à la communauté internationale la Syrie, la Crimée, les violations des Droits de l'Homme dans son pays. La « realpolitik » en faisait un interlocuteur avec lequel il fallait dialoguer tout en exerçant un rapport de force. Quitte à faire des concessions. On se souvient notamment du « cadeau » fait par Joe Biden à Vladimir Poutine, en juin dernier, lors d'un sommet à Genève. Alors que le projet de gazoduc Nord Stream 2 (reliant la Russie à l'Allemagne via un tube de 1.230 kilomètres sous la mer Baltique) opposait les Etats-Unis et la Russie, le président américain a lâché du lest en donnant son feu vert à un projet qui va augmenter les possibilités de livraison de gaz russe à l'Europe à un moment où la production au sein de l'Union Européenne diminue. Leader respecté et craint, Vladimir Poutine jouissait d'un statut international. Sans doute devait-il en sourire intérieurement lui qui fomentait dans sa tête une future attaque en Ukraine. Après cette violation du droit international qui remet en cause la paix en Europe, son crédit international est réduit à néant. Aussi, n'est-il pas exagéré d'affirmer qu'en envahissant l'Ukraine, le président Russe a perdu quatre guerres.

- **Une guerre morale** : la violation de la charte des Nations-Unies. L'Ukraine était reconnue par les puissances dont la Russie depuis un accord historique, le 8 décembre 1991, entre Boris Eltsine, Stanislaw Chouchkievitch et Leonid Kravtchouk, premiers présidents respectivement de la Biélorussie et de l'Ukraine indépendantes. Rappelons que cette séparation « à l'amiable » s'était faite sans les occidentaux.

- **Une guerre de la communication**. Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky communique sur les réseaux sociaux, mène une bataille de l'image et fait figure de « héros de la résistance ». Il le doit en grande partie à Elon Musk qui a activé le service internet par satellite Starlink, permettant de maintenir le réseau Internet en Ukraine.

- **Une guerre économique.** Le ralentissement de l'approvisionnement se fait sentir, les files d'attentes aux distributeurs de billets se multiplient et le rouble est en chute libre. Nul doute que les grandes sociétés chinoises vont appliquer les différents embargos et sanctions décidées par les européens et les américains. En particulier, les grandes banques chinoises veulent toujours avoir accès aux marchés en Euro et en Dollar. Ajoutons que la moitié des actifs de la banque centrale russe sont gelés.

- **Une guerre diplomatique.** Les cartes sont rebattues. D'une certaine manière, le « va t'en guerre » Vladimir Poutine a réussi en quelques jours ce que l'Europe n'avait jamais réussi à faire en plusieurs décennies. L'unité européenne s'est affirmée. L'Allemagne est sortie de son habituelle prudence, elle se départit de sa culpabilité historique (le 22 juin 1941, avec l'« opération de Barbarossa », l'armée allemande envahissait l'URSS, mettant fin au pacte germano-soviétique) n'hésitant pas à livrer à l'Ukraine 2.700 missiles antiaériens supplémentaires -ironie de l'Histoire- de fabrication soviétique ! Même la Suisse est sortie de sa neutralité. La Finlande et la Suède, pays neutres songent à rejoindre l'OTAN !

**Des signes avant coureurs** En février 2007, à l'occasion d'une Conférence sur la Sécurité à Munich, dans une ambiance de « guerre froide », le président russe fustige la politique des Etats-Unis et leur « unilatéralisme » dans la gestion des affaires du monde, notamment à l'Est de l'Europe. Citons un extrait de son intervention. *"Un pays, les Etats-Unis, sort de ses frontières nationales dans tous les domaines. C'est très dangereux : plus personne ne se sent en sécurité, parce que personne ne peut plus trouver refuge derrière le droit international"*. Depuis lors, il n'a cessé de se plaindre. En avril 2008, français et allemands au Sommet de l'OTAN de Bucarest brandissent un veto à l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN face à une Amérique qui a commencé une guerre en Afghanistan et mené une guerre en Irak. Pas question de provoquer les Russes. A t-il

été clairement énoncé un veto définitif ? Les participants ne laissent-ils pas entendre que l'Ukraine pourrait un jour adhérer à l'organisation ?

**La Crimée ou la « vérité historique ».** Le 18 mars 2014, Vladimir Poutine signe avec les dirigeants de Crimée un accord historique sur le rattachement de cette péninsule à la Russie. Cette signature intervient deux jours après le référendum en Crimée qui a plébiscité un rattachement à Moscou. Le président russe redoutait que Sébastopol ne devienne un jour un port de l'OTAN.

Signés en 2015, les **accords de Minsk** sont censés mettre fin à la guerre dans le **Donbass** à l'est de l'Ukraine, après l'échec quelques mois plus tôt du « Protocole de Minsk ».

Signés le 12 février 2015 au Palais de l'Indépendance de Minsk, capitale de la Biélorussie, les présidents russe, français, allemand et ukrainien signent un accord de cessez-le-feu devant marquer la fin des combats en Ukraine en échange d'un certain nombre d'engagements des différentes parties : on parle de l'accord de **Minsk II**.

Parmi les engagements de l'accord signé en 2015, il est notamment prévu un retrait des armements lourds, un retrait d'Ukraine de toutes les formations armées étrangères ou encore la mise en œuvre d'une réforme constitutionnelle en Ukraine.

L'accord de Minsk II est rejeté par les Ukrainiens. Celui-ci implique de reconnaître une légitimité et un statut spécial aux « séparatistes ». Depuis 2014, environ 14 000 personnes sont mortes dans ce conflit. Les accords de Minsk n'ont pas apporté la paix au Donbass.

Parrainés par la France et l'Allemagne, ces accords prévoyaient une autonomie culturelle au Donbass en organisent une sorte de « fédéralisation » de l'Ukraine mais dans les faits, les ukrainiens ne les ont jamais appliqués, ce qui énerva fortement le Kremlin.

**Poutine n'a t-il pas commis une première faute stratégique avec la guerre au Donbass ?** Rappelons que s'est mis en place un processus progressif de réarmement de l'Ukraine par les Etats-Unis. Des conseillers militaires se rendent à Kiev, des missiles antichar Javelin et Stinger, redoutés des forces russes, sont livrés à l'armée ukrainienne pour lui permettre de résister. Ce que Vladimir Poutine redoute le plus, c'est un « scénario croate ». Aidée par les américains, le 4 août 1995, au cours de l'opération Tempête (Oluja), la Croatie a repris le territoire de la Krajina à la Serbie, annexé quatre ans plus tôt. Il n'est pas disposé à laisser tomber les « sécessionnistes » du **Donbass ukrainien** à l'est du pays (estimée à plus de 16 000 km<sup>2</sup>), constituée de deux entités sécessionnistes, toutes deux adossées à la frontière russe : la « République populaire de Louhansk » au nord, et la « République populaire de Donetsk » au sud.

S'ajoute à toutes ces actions l'importance que revêt à ses yeux la notion de « **legs historique** » pour le président russe. Il aspire à être l'homme qui aurait « reconstruit l'Empire Russe » en réunissant la petite Russie (Ukraine), la grande Russie (Fédération de la Russie) et la Russie blanche (Biélorussie).

Vladimir n'a jamais compris ou n'a pas voulu comprendre la place de l'économie russe dans le monde. A quoi bon faire évoluer son pays dans la mondialisation ? Cela passerait -il est vrai- par l'établissement d'un Etat de droit pour attirer les investisseurs. Il est avant tout un géopoliticien « à la Bismarck » pour qui seuls les territoires comptent.

En définitive, l'on peut affirmer que son volontarisme était prévisible. De là à imaginer qu'il franchirait le Rubicon. Disons que cet acteur fin diplomate n'est plus du tout rationnel...

## **La solitude du pouvoir**

Surtout depuis la pandémie, le chef du Kremlin est un homme seul. Une certaine « paranoïa » à l'égard de la Covid le conduit à prendre des distances surprenantes comme lors de la rencontre avec le Président Macron. L'image de la table de 15 mètres est symptomatique. **Il est isolé dans l'exercice du pouvoir.** Même Joseph Staline réunissait des conseillers avant toute décision. Nikita Khrouchtchev fut poussé à la sortie par l'équipe dirigeante après la crise cubaine. Rappelons-nous la séance du Conseil de sécurité. Poutine tance vertement son chef sécurité qui, avec des propos prémonitoires, souligne que la campagne militaire ne sera pas facile. **Il est isolé de son peuple.** Les médias sont muselés, les réseaux sociaux fermés, mais en dehors des populations éloignées et ignorantes de l'actualité, la guerre n'est pas populaire. Démissions, départs de la Russie, rassemblements réprimés, des pétitions, des prises de position des ingénieurs aux milieux artistiques. Dans les rues, on voit fleurir des slogans « *Niet Voyné* » (Non à la guerre).

## **Qui peut le freiner ?**

Sans contre-pouvoirs, on ne voit pas qui pourrait freiner sa volonté de puissance. Pour l'heure, il n'y a pas vraiment de "dissensus" au Kremlin et la Douma est à ses ordres. Ce qui pourrait l'infléchir ou le mettre en position d'écoute n'est autre que la Chine. Visionnaire, Xi Jinping sait qu'il sera le grand gagnant car cette guerre pourrait entraîner une sorte de « vassalisation » économique de la Russie à l'égard de la Chine. Compte-tenu des sanctions occidentales, l'économie russe ne pourra se passer des importations chinoises. Rappelons que l'on assiste à une forme de colonisation de la Sibérie par la Chine. Poutine accepte des visas de plus en plus nombreux de chinois qui s'implantent dans ce territoire. D'aucuns n'hésitent pas à faire un rapprochement avec l'Iran qui a su profité habilement de l'invasion américaine en Irak. Xi Jinping a proposé une intermédiation dans le conflit. Cela peut marcher car les Chinois ne supportent pas la

remise en cause de l'ordre international et des frontières. C'est comme un « trauma de l'histoire » qui leur rappelle la prise de Pékin par le Japon en août 1937 ! La prise de Kiev réveillerait en eux des souvenirs douloureux. D'ailleurs, ils n'ont pas reconnu en 2014 l'annexion de la Crimée. S'ajoute la crainte d'un enlisement très préjudiciable au commerce mondial.

**Et la France ?** La médiation d'Emmanuel Macron ou du moins sa volonté de garder un lien avec son homologue russe pour le raisonner peuvent sembler vaines, mais cet effort diplomatique a le mérite d'exister. La France, membre de l'OTAN et fer de lance des sanctions reste perçue comme « hostile ».

**Aurait-on pu empêcher cette invasion ?** L'heure n'est pas au retour en arrière, mais à la recherche de pistes de solutions pour qu'intervienne un cessez-le feu. Pourtant, l'on peut regretter de ne pas avoir « accompagné » la Russie dans l'interprétation de la politique américaine en août 2021 lorsqu'une négociation a eu lieu avec les talibans. Contre toute attente. Et sans inviter le gouvernement légal. Vladimir Poutine n'a t-il pas « sur interprété » cette décision comme une faiblesse américaine ? D'autant qu'il a pu pointer des dissensions au sein des alliés comme l'humiliation de la France dans l'affaire des sous-marins.

Après avoir multiplié les gestes diplomatiques à l'égard de Poutine (réception au Fort de Briançon l'été 2019), la France n'aurait-elle pas du continuer d'entretenir de bonnes relations avec la Biélorussie -pièce maitresse de la campagne militaire actuelle- au lieu de la frapper de sanctions à la suite de l'arrestation de dissidents sur un vol international.

- **Quels premiers enseignements tirés de ce conflit ? La Russie avait-elle les moyens de mener une telle campagne ?**

Une économie à l'arrêt, un rouble en chute libre, un faible PIB par habitant, une logistique défaillante : la Russie n'est-elle pas en perte de vitesse ? Son armée et sa puissance impressionnent mais l'on ne peut que pointer des failles dans le système post soviétique. Que ce soit en Tchétchénie où Grozny a été rasé ou en Syrie avec le soutien par l'aviation du régime de Bachar El Assad, peut-on parler d'exploits militaires ? En Ukraine, l'armée russe rencontre des résistances. Même si cela peut paraître excessif, certains observateurs parlent d'un « Afghanistan en pleine Europe » ? Souvenons-nous des américains qui, après le 11 septembre 2001 sont passés à l'acte en Irak pour s'embourber. Même les **choix stratégiques** sont discutables. Pourquoi en envahissant ne pas avoir bloqué les frontières avec la Pologne ? C'est pourtant par cette route que les Javling et les Stinger arrivent en Ukraine. Surtout s'il y a usage d'armes chimiques, tout laisse à penser qu'au final, Poutine aura conquis une partie de l'Ukraine, mais à quel prix ? Il aura fait voler en éclat son crédit intérieur et sa crédibilité à l'international. Il aura ruiné son pays et appauvri son peuple.

### **Vladimir peut-il être traduit devant la Cour Pénale Internationale ?**

En voyant les images de dommages collatéraux ou de morts parmi les civils ukrainiens, il vient à l'esprit que le président doit rendre des comptes et envisager qu'il soit poursuivi pour « crime contre l'humanité ». Las ! Les précédents conflits militaires ne militent pas pour cette option. Malgré les 300 000 morts et un chaos aux effets géopolitiques dévastateurs, Georges W. Bush n'a jamais été inculpé pour la guerre en Irak alors qu'elle est partie d'un fait mensonger. Même constat pour les morts en Afghanistan. Les dirigeants occidentaux sans mandat de ONU ont frappé la Serbie en mars 1999 pour l'obliger à laisser tomber une partie sécessionniste, le Kosovo.



Bombardements intenses de Belgrade, 500 civils tués sans que ce territoire ne devienne vraiment « multiethnique et pacifié ». De toute manière, les Etats-Unis et la Russie ne reconnaissent pas la juridiction de la CPI. Alors, quel est l'intérêt de brandir cette menace ? Face à un homme puissant, déterminé, doté d'armes nucléaires, peut-on penser une seconde que l'on va essayer un jour de négocier en lui demandant de se retirer de l'Ukraine pour lui signifier ensuite que l'on va le mettre en prison comme Milosevic. Ce scénario n'est guère réaliste.

**Nucléaire : d'une logique de dissuasion à une logique de persuasion ?** L'arme nucléaire en France est une arme de dissuasion si l'on s'en prend aux intérêts vitaux de la France. Le Président peut décider d'une frappe nucléaire à partir des sous-marins, avions rafales de porte-avions ou de bases de l'Est de la France.

Les Russes disposent d'armes **tactiques nucléaires** (SS1 et SS21 sur de gros camions à trois essieux). Il n'est pas à exclure que si une ingérence étrangère avait lieu ou si la Russie était menacée d'une grande défaite en Ukraine, il y ait un recours à l'emploi de l'arme nucléaire tactique.

➤ **Quelles conséquences ce conflit aura-t-il pour l'Europe et la Russie ?**

Les Ukrainiens aspirent à un état de droit conforme au modèle européen. Après des années de corruption, cette aspiration a coïncidé avec l'arrivée au pouvoir du président Zelenski.

Pour l'**Europe**, c'est un tournant avec le réarmement hautement symbolique de l'Allemagne et celui de nombreux pays européens. L'Europe de la Défense se dessine sans que l'on soit sûr de sa mise en place. Ce que l'on sait c'est que Poutine a sans le vouloir « ressuscité » l'OTAN en Europe. L'énergie va coûter de plus en plus cher aux européens et affaiblir durablement leurs économies. Le recours au gaz de schiste

américain va s'avérer indispensable. Notons que la dépendance au gaz russe des américains est de seulement 8% contre 40% pour les Allemands. Pour la **Russie**, c'est un énorme retour en arrière de vingt tans pour l'économie car elle se « débranche » peu à peu de la mondialisation tout en renforçant sa dépendance à l'égard de la Chine. Les Américains apparaissent plutôt gagnants et sont redevenus maîtres du jeu en Europe avec une OTAN omniprésente.



**Une issue incertaine 6** Comment arrêter le conflit ? Quelle « porte de sortie » proposer à Vladimir Poutine sans qu'il s'estime perdre la face ? Les diplomates se perdent en conjectures. A quoi pourrait ressembler une voie sage de la désescalade ? Le président ukrainien n'avait-il pas évoqué lui-même sur la chaîne ABC News « un compromis sur le Donbass et sur l'adhésion à l'OTAN ? Faut-il accroître la capacité de défense ukrainienne au risque d'apparaître comme un « belligérant » ? Une chose est sûre : l'urgence est de faire cesser la guerre fratricide avec son terrible bilan de morts des deux côtés. En attendant, les pourparlers patinent entre la Russie et l'Ukraine et les troupes russes progressent à Kiev. Le siège de la capitale s'annonce tragique.

#### LE CEPS REMERCIE LES PARTENAIRES DU CLUB HORIZON

